



## Manifeste européen pour un système Coca-Cola socialement durable

Actuellement, au sein de tous les embouteilleurs européens, Coca-Cola s'attaque en permanence aux emplois, à l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle et aux droits des travailleurs en leur demandant constamment une flexibilité professionnelle de plus en plus grande. Cette attitude montre clairement que, malgré les énormes bénéfices réalisés par le système Coca-Cola, l'entreprise considère les licenciements et une dégradation générale des conditions de travail comme le seul moyen de réduire les coûts. Cette stratégie industrielle affecte déjà bon nombre de travailleurs en Europe et représente la formule secrète non déclarée visant à atteindre les objectifs ambitieux de la vision 2020 annoncée.

En notre qualité de membres du Groupe de coordination « Coca-Cola » de l'EFFAT, composé de cadres syndicaux nationaux, de délégués syndicaux de premier plan et de membres des comités d'entreprise nationaux et européens représentant les travailleurs de Coca-Cola au sein de The Coca-Cola Company, Coca-Cola Enterprises, Coca-Cola Hellenic Bottling Company, Coca-Cola Iberian Partners et Coca-Cola Erfrischungsgetränke AG :

- Nous exprimons notre plus profonde déception quant aux stratégies industrielles mises en place par la direction de Coca-Cola en Europe, dont les décisions managériales qui ont des répercussions majeures sur les salariés de Coca-Cola ont été prises, et continuent de l'être, sans une implication en bonne et due forme des représentants des salariés. Nous dénonçons fermement le comportement de cette entreprise dont la coopération est bien loin d'être aussi constructive qu'il y a quelques années.
- Nous n'acceptons pas qu'une entreprise qui a vu le cours de ses actions grimper de près de 20 % et présente une situation financière particulièrement solide puisse choisir de s'en prendre à son capital humain en s'attaquant aux emplois et aux droits d'une manière totalement inédite.
- Nous ne pouvons pas tolérer qu'au sein de Coca-Cola, la valeur actionnariale soit la seule motivation de la direction de l'entreprise : alors qu'une flexibilité accrue est demandée sans cesse aux travailleurs qui ne peuvent donc plus garantir des conditions de vie décentes, pour eux comme pour leurs familles, les membres de la haute direction continuent de voir leurs bénéfices et leurs bonus augmenter. Tout cela est fait sans garantir la croissance durable de l'entreprise par le biais d'une politique d'investissement transparente, mais uniquement en réduisant les coûts au détriment de l'environnement de travail de ceux qui génèrent ces mêmes bénéfices.
- Nous ne faisons pas confiance à une entreprise qui consacre d'énormes ressources à sa marque et à sa réputation mais agit au détriment des droits et du bien-être de ses actifs les plus précieux, à savoir les employés dont les efforts font chaque jour de Coca-Cola un produit mondialement reconnu.
- Nous n'acceptons pas que des décisions impliquant des processus de restructuration et des fermetures d'usines soient mises en œuvre sans tenir compte de la durabilité et des répercussions potentielles de tels actes sur les travailleurs, leurs familles et les communautés où ces usines sont implantées et sans tenir compte des alternatives et des contre-propositions présentées par les syndicats.
- Nous condamnons avec la plus grande fermeté les violations des droits syndicaux. Les syndicats doivent toujours être considérés, par les dirigeants des entreprises, comme le premier interlocuteur. Les CEE, mais aussi les syndicats, doivent être informés et consultés en temps utile et de manière pertinente sur les questions transfrontalières: en effet, les syndicats sont chargés, dans la pratique, de gérer les immenses répercussions sociales engendrées par des stratégies industrielles irréflechies.



- Nous exprimons toute notre solidarité et tout notre soutien à l'ensemble de nos collègues qui ont perdu leur emploi du fait de cette volonté d'accroître la productivité « à tout prix ».

**Voici ce que nous exigeons de la Direction centrale de Coca-Cola Company, Coca-Cola Enterprises, Coca-Cola Hellenic Bottling Company, Coca-Cola Iberian Partners et Coca-Cola Erfrischungsgetränke AG**

Ces dernières années, la stratégie mise en œuvre par la direction de Coca-Cola a eu des conséquences tragiques sur tous les embouteilleurs en Europe et dans l'Espace économique européen (EEE).

Au vu de cette situation critique et du refus de toute collaboration constructive avec le mouvement syndical européen dont la direction de Coca-Cola a fait preuve en Europe, le Groupe de coordination « Coca-Cola » de l'EFFAT qui se réunit les 20 et 21 mars 2014 et représente les salariés de Coca-Cola au sein de The Coca-Cola Company, Coca-Cola Enterprises, Coca-Cola Hellenic Bottling Company, Coca-Cola Iberian Partners et Coca-Cola Erfrischungsgetränke AG, donne pour mission à l'EFFAT de présenter les revendications suivantes :

- Nous exigeons que Coca-Cola entame un dialogue permanent et constructif à l'échelle européenne avec l'EFFAT, un partenaire social européen officiellement reconnu, et ses affiliés nationaux. Des réunions entre des représentants de la direction centrale (directeurs des ressources humaines de tous les embouteilleurs implantés en Europe et représentants de la direction de The Coca-Cola Company) et l'EFFAT et ses organisations membres doivent être organisées au moins une fois par trimestre. Toutes les questions affectant les salariés européens doivent être évoquées et traitées avec les syndicats en Europe, et pas ailleurs.
- Nous exigeons que Coca-Cola mette en place un dialogue à long terme avec l'EFFAT et ses affiliés nationaux afin d'évoquer l'anticipation, la préparation et la gestion des restructurations qui touchent l'Europe. Nous exhortons Coca-Cola à élaborer un plan commun destiné à améliorer l'adaptabilité et l'employabilité en Europe : la formation et l'apprentissage tout au long de la vie doivent encore être améliorés afin de favoriser l'employabilité.
- Nous exigeons que Coca-Cola explique, de manière détaillée, à l'EFFAT et à ses affiliés nationaux chaque restructuration proposée au sein de l'UE et de l'EEE. Cela permettrait aux syndicats et aux représentants des travailleurs de procéder à une évaluation approfondie et de mettre en place une consultation pertinente en évitant ou, tout du moins, en limitant le plus possible les répercussions sociales et économiques de ces restructurations.
- Nous exigeons que Coca-Cola évite les licenciements et mette un terme à l'externalisation de nos emplois en tenant compte de toutes les alternatives et contre-propositions possibles présentées par les représentants des salariés. Dans ce domaine, nous appelons Coca-Cola à jouer un rôle plus proactif dans l'aide qu'elle apporte aux salariés licenciés, par exemple dans le domaine de la recherche d'un nouvel emploi.
- Nous exigeons que Coca-Cola mette un terme aux demandes permanentes de flexibilité de sa main-d'œuvre qui impliquent uniquement des efforts immenses de la part des travailleurs, car cela représente une source de risques psychosociaux et de stress. La flexibilité nuit également à l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle et aux droits dont ils bénéficient actuellement au sein de Coca-Cola.
- Nous exigeons que Coca-Cola respecte totalement les droits des syndicats et des travailleurs et mette un terme à toutes les formes de discrimination dont sont victimes les représentants élus des travailleurs. Nous ne pouvons plus tolérer ces violations honteuses des droits fondamentaux.

